



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Frédéric LAFFORGUE, Joëlle URBANI

Animation du territoire - Coopération Interterritoriale - Contrat de partenariat entre Sète Agglopôle Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole, regroupant plus de 700 000 habitants, constituent un espace de transition entre la Camargue et le cœur du Languedoc symbolisé par la continuité entre le canal du Rhône à Sète et le Canal du Midi. Ces intercommunalités sont confrontées de par leur positionnement, leurs aménités et leurs spécificités à des enjeux de développement, de résilience et de cohésion communs.

Même si elles présentent des situations démographiques contrastées à la fois en termes de taux croissance annuelle et de densité, elles connaissent toutes les trois un solde migratoire très positif inhérent à l'accueil de nouvelles populations. Cette attractivité constitue une chance si elle demeure gérée, régulée, soutenable notamment en termes d'urbanisme, d'habitat et de foncier. Au regard de cette situation, le présent partenariat constitue une opportunité pour développer une réflexion sur la spatialisation de cet essor le long des principaux axes de communication structurants, notamment ferroviaires favorisant des déplacements en transports en commun massifiés et décarbonés. Cette vision partagée associant aménagement et mobilité est aussi un prisme opérant pour faire face aux problèmes de rareté et de hausse continue du foncier économique. L'optimisation des réseaux et des infrastructures de transports, y compris portuaires, à une échelle adaptée participe à la réponse aux enjeux de préservation du dynamisme durable des territoires.

Outre la force de leurs écosystèmes notamment en matière d'économie de la santé, de la connaissance ou d'industries culturelles et créatives, les territoires disposent d'une richesse patrimoniale d'une diversité et d'une qualité de paysages littoraux, lagunaires et viticoles qui les érigent en destinations touristiques privilégiées à la fois au niveau national et européen. La valorisation maîtrisée des flux, dans un contexte de transition écologique et énergétique, impose une réflexion coordonnée sur les nouvelles formes d'accueil, de déplacements, d'activités plus sobres, à une échelle offrant de nombreuses complémentarités.

Le réchauffement climatique renforce l'intensité et la récurrence des risques naturels pour ces zones, présentant une forte vulnérabilité aux feux de forêts, inondations, ruissellement, eutrophisation et pollution des milieux humides et cours d'eau. Leurs lidos et systèmes lagunaires communs et continus sont des sites à enjeux à la fois par la hausse du niveau de la mer et des effets inhérents de retrait du trait de côte et de salinisation, avec une réflexion innovante engagée sur la recomposition spatiale. Cette communauté de destin impose des politiques publiques coordonnées qui s'inscrivent nécessairement au-delà des frontières administratives.

Cette logique s'impose aussi pour la gestion de la zone à faibles émissions (ZFE) de la Métropole mais aussi en matière de préservation des ressources en eau ou de développement de circuits courts agricoles et agro-alimentaires à faible impact environnemental.

Bien que les trois intercommunalités présentent de nombreux atouts, elles demeurent marquées par de fortes disparités de revenus et des taux de pauvreté et de chômeurs supérieurs à la moyenne nationale, qui fragilisent leur cohésion sociale. Leur forte attractivité participe à la hausse de ces tensions notamment concernant l'accès au logement décent dans des conditions acceptables. Elles connaissent aussi une forte concentration et spatialisation de ces fragilités sociales, économiques, sécuritaires au sein de quartiers prioritaires. La présente feuille de route vise aussi à répondre à ces enjeux de fracture en partageant et en développant des outils favorisant un habitat social adapté et diversifié, un accompagnement des populations en situation de précarité notamment via le renforcement de l'économie sociale et solidaire et des actions en faveur de l'accès à l'emploi.

Ce projet de contrat de partenariat concrétise et favorise des coopérations interterritoriales privilégiées, mais qui doivent être associées à une coordination renforcée et structurée avec les acteurs incontournables et essentiels que demeurent l'Etat, la Région, le Département et l'ensemble des personnes publiques associées. C'est uniquement dans ce cadre qu'il peut participer au renforcement de l'efficacité des politiques publiques locales et nationales.

Il s'articule autour de 6 politiques publiques structurantes :

- Mobilités ;
- Développement économique et emploi ;
- Aménagement du territoire, urbanisme, logement ;
- Transition écologique et énergétique ;
- Culture ;
- Sport.

Il identifie aussi des axes de coopération, voire des projets communs, vecteurs d'optimisation du fonctionnement de nos institutions intercommunales notamment en matière de systèmes informatiques et données, de ressources humaines, de finances...

Favoriser les continuités et les connexions pour fluidifier les mobilités :

Le développement d'une offre de transport collective, décarbonée, efficiente et économiquement soutenable pour l'ensemble des habitants constitue un élément central du présent contrat de partenariat. Cette ambition s'inscrit dans celle de la Région Occitanie, autorité organisatrice des mobilités interurbaines. Celle-ci dans le cadre de son Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), projet d'aménagement du territoire à l'horizon 2040, a rappelé sa volonté de favoriser l'accès à des services performants de mobilité en tous points du territoire occitan, notamment en assurant les articulations entre les différents réseaux (service public régional LiO, réseau national ferroviaire et réseaux urbains). Les structures intercommunales en charge des transports urbains sur leurs périmètres sont le prolongement et le complément central et indispensable des politiques publiques des transports nationales et régionales.

Le travail de coordination à mener par les 3 partenaires avec l'Etat, la SNCF et ce niveau de collectivité territoriale est essentiel pour développer un « *RER métropolitain* », véritable épine dorsale entre des différentes aires urbaines. Il repose notamment sur l'optimisation de la desserte et des aménagements des pôles d'échanges multimodaux mais aussi leur mise en réseau.

Ce travail, de gouvernance avec les principaux acteurs publics et privés des mobilités, à l'échelle des trois structures, voire de leurs bassins de mobilité, participe à la constitution d'une offre structurant l'ensemble des systèmes et échelles de transport à la fois collectifs, individuels, actifs, afin de répondre au mieux aux attentes des usagers et aux défis de la transition écologique et énergétique.

La mise en commun d'outils tels que les logiciels de modélisation des déplacements ou les plateformes de co-voiturage renforce cette logique fédérative.

Les projets de mise en continuité des pistes cyclables et des réseaux de transports collectifs symbolisent à court et moyen termes la concrétisation de ces efforts.

Fédérer les énergies créatrices d'emploi et de valeurs :

Les trois partenaires ont développé de par leurs aménités et les capacités d'innovation de leur tissu entrepreneurial des filières d'excellence qu'elles peuvent renforcer et développer grâce à une connaissance partagée et des politiques de soutien concertées.

Il en va de même en matière de soutien à l'entrepreneuriat qui peut bénéficier de la mise en synergie des écosystèmes et des structures d'accompagnement et d'incubation. Leur coordination au sein d'agences d'attractivité et de développement participe à cette union des forces au service de nouvelles formes de croissance plus durables.

Cette coopération en matière de développement économique s'inscrit aussi dans des actions plus ciblées et de long terme en faveur du commerce de proximité ou des politiques de structuration des nouvelles filières d'emploi ou de lutte contre le chômage de longue durée.

Elle repose aussi sur une connaissance plus fine de l'immobilier d'entreprise et de ses évolutions qui devront favoriser une meilleure programmation et rationalisation de l'offre foncière afin de répondre aux défis de la raréfaction et de la hausse des coûts.

Accroître ensemble la connaissance des territoires et développer une vision et des outils partagés d'aménagement :

Les trois structures intercommunales parties au présent contrat sont confrontées au défi de la mise en œuvre du principe de zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2040 et son impact sur la révision en cours du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et d'ici 2026 des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) qu'elles portent ou qu'elles intègrent.

Elles peuvent aussi bénéficier de leur expertise et expérience croisées en matière de planification urbaine, d'habitat et des méthodologies et outils afférents, mis en œuvre.

Le retrait du trait de côte et la recomposition spatiale qu'elle engendre, la gestion de la pression démographique qui va continuer à impacter ces territoires constituent des enjeux majeurs d'aménagements qui appellent des politiques publiques coordonnées.

Ces dernières nécessitent une connaissance à la fois plus approfondie et plus globale des espaces de vie.

La mise en place d'outils d'expertise et d'observations communs constituent une première réponse à ce besoin.

Définir des réponses communes en matière de transition écologique et énergétique :

Les trois collectivités ont en commun une économie agricole dynamique et partagent des préoccupations telles que la nécessité d'une politique foncière active, une diversification et une qualification indispensable des productions.

La récente crise sanitaire a mis en exergue une volonté partagée de tendre vers un renforcement de la souveraineté alimentaire.

Un exercice de maillage des circuits de proximité paraît intéressant afin de consolider l'économie des exploitations et créer une relation étroite entre producteurs et consommateurs dans le cadre d'une agriculture solidaire à l'échelle des 3 intercommunalités.

L'échange d'expériences comme fil conducteur du contrat de réciprocité se traduira par une volonté commune de développer de nouvelles pratiques telles que l'agropastoralisme, en y intégrant les contraintes urbaines, environnementales, financières.

La ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan qui devrait être mise en service en 2032 constitue un projet majeur pour les territoires. Ce projet va impacter plus 1700 hectares sur son tracé dont plus de 1200 au niveau des 3 territoires partenaires. L'ampleur des mesures compensatoires au niveau local et les enjeux liés en matière de maîtrise foncière, d'espaces naturels et agricoles impose une forte coordination entre les structures, les services de l'Etat, la SNCF et les opérateurs en charge de ce projet. La logique de partenariat mise en œuvre dans le cadre du présent contrat s'avèrera particulièrement précieuse pour gérer leur mise en œuvre aux franges des périmètres administratifs.

Trois bassins versants principaux, communs à au moins deux périmètres, irriguent ces territoires : l'Hérault, le bassin de Thau, le Lez. Le présent partenariat vise à valoriser et à renforcer le partage et l'harmonisation des gouvernances en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Il a aussi pour objectif de favoriser la complémentarité des filières et des équipements de traitement, notamment aux franges des territoires : déchèteries, plateformes de compostages, centre de tri, valorisation des bio-déchets, valorisation des refus de tri.

Il doit aussi contribuer au développement des synergies et les échanges en matière d'économie circulaire, concernant notamment les filières de récupération et de recyclage, l'écologie industrielle territoriale, le label « *territoire engagé pour la transition écologique* ».

Le développement des énergies renouvelables, notamment de la filière hydrogène constitue un enjeu majeur pour ces trois territoires.

Porter la dynamique de la candidature capitale européenne de la Culture :

Forts de leurs atouts et d'une offre patrimoniale et culturelle singulière, ambitieuse et diversifiée, les 3 intercommunalités ont fait le choix d'unir leur force autour de la Métropole pour la candidature « *Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028* ». Cet acte à lui seul témoigne des convergences et des complémentarités évidentes en matière de patrimoine et de culture à l'échelle des 3 territoires et d'une vision partagée de leur développement et avenir.

L'archéologie constitue aussi un axe de partenariat fédérateur. Hérault Méditerranée pilote un projet ambitieux de création d'un Centre de Conservation et d'Etudes sur le site de la Méditerranéenne à Agde (2025) en collaboration avec la Région, le Département, la DRASM et les universités pour les volets de la formation et de la recherche.

Il conviendra de l'articuler avec le projet de Centre de Conservation et d'Etude (CCE) sur le site de Lattara à Lattes (2027) dans l'objectif de constituer une offre complémentaire globale et d'optimiser le rayonnement de ces futurs équipements structurants.

Les musées font déjà l'objet de coopérations comme l'exposition commune des musées Paul-Valéry et Fabre à l'été 2024 consacrée à Jean HUGO. D'autres actions de ce type pourront être développées afin d'accroître l'offre muséale à cette échelle.

Les 3 territoires souhaitent aussi se coordonner pour construire des offres culturelles sur des sites ou des thématiques communes tels le Canal du Midi et le Canal du Rhône à Sète, les métiers d'art.

Prolonger les coopérations initiées au titre des Jeux Olympiques 2024 :

Dotées d'un cadre naturel et d'un climat exceptionnel, les 3 collectivités ont mis en œuvre depuis leur création une politique dynamique de développement du sport et des loisirs comme vecteur d'attractivité. La recherche de complémentarité à travers le contrat de réciprocité est une opportunité de densifier et diversifier l'offre existante découlant des stratégies singulières.

L'identité dominante pour Sète agglomération Méditerranée est orientée vers le thermalisme et les activités liées à la santé et au bien-être. La Commune de Balaruc-les-Bains est la 1^{ère} station thermale de France dont l'activité est étendue de février à mi-décembre. Le centre O'Balia est le 1^{er} spa thermal de méditerranée.

Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'équipements lui permettant à la fois d'accueillir de manière régulière des événements et compétitions de renommée nationale et internationale et de proposer un éventail de pratiques qui contribuent à la qualité de vie et à l'attractivité du territoire pour toutes les générations et les publics. Med Vallée, futur pôle mondial d'excellence en santé porte un projet ambitieux reposant sur l'innovation avec un axe fort pour la filière sport santé et la création de « *la maison sport santé* ».

la Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée, à travers le développement de la marque « *destination sport* », souhaite valoriser les équipements structurants du territoire tels que le centre international de tennis, le golf international, les centres aquatiques. Elle ambitionne de créer une véritable industrie du sport comme facteur identitaire créateur d'emplois en développant une filière de production de biens et de services associée à de la recherche, de l'innovation et de la formation.

Le Sport Santé apparaît de manière évidente comme un facteur commun aux trois territoires *a minima* sur les volets de la recherche/développement, offre d'infrastructures équipées pour l'entraînement, la récupération et les soins des sportifs de haut niveau mais aussi occasionnels, auxquels doivent être associées des possibilités de logements. Cette coopération s'intègre naturellement dans l'ambition et la démarche Med Vallée.

L'ensemble de ces aménités et la candidature Terre de Jeu 2024 commune à Sète agglomération, Montpellier Métropole et Millau ont notamment séduit la délégation olympique d'Afrique du Sud.

Cette collaboration prometteuse pourra se concrétiser rapidement dans la mise en continuité de pistes randonnées cyclables vélotourisme et vtt, pédestres, le long du littoral et du lido, du canal du Rhône à Sète et du Canal du midi mais aussi aux franges des espaces naturels tels que les collines de la Moure ou la réserve du Bagnas.

Croiser les expériences et initier des projets pour optimiser nos administrations :

Des réunions ont été organisées entre les différents services ressources pour identifier des partages de pratiques, vecteurs de progrès et de rationalisation, mais aussi des projets qui pourraient être mis en commun.

Tel est le cas concernant la potentielle association d'Hérault Méditerranée et de Sète Agglopôles Méditerranée au projet de création et d'exploitation d'un Data Center, porté à ce jour par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cela concerne toujours dans le même domaine, le partages de bonnes pratiques en matière de cybersécurité, d'utilisation de logiciels libres, de mise en réseau des sondes et de capteurs...

Ces réflexions portent aussi sur d'éventuelles stratégies d'achats communes : systèmes d'informations géographiques, location-achat de véhicules, logiciels de gestion de stock...

Elles peuvent aussi cibler des actions de formation à destination des agents et des élus notamment en finances, comptabilité, budget, commande publique....

Gouvernance :

Un Comité de pilotage se réunira une fois par an, dans les trois mois précédant la date anniversaire du contrat afin de suivre et d'évaluer sa mise œuvre. Il pourra le cas échéant, sur la base de ce contrôle proposer des évolutions du contrat de partenariat concernant notamment les thématiques abordées et leur mise en œuvre. Il sera composé de :

- Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant ;
- Monsieur le Président de Sète agglomère Méditerranée, ou son représentant ;
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, ou son représentant.

Les Vice-Présidents concernés seront invités à participer au Comité de Pilotage en fonction de l'ordre du jour qui aura été établi et préparé par le Comité technique.

Ce Comité Technique sera en outre chargé d'assurer le suivi technique des actions inscrites au contrat partenarial, de préparer et suivre les éventuels avenants et sera composé :

- Des Directeurs Généraux des Services, ou leurs représentants ;
- Des référents au sein des 3 territoires en charge de l'élaboration et du suivi du contrat partenarial ;
- Des responsables des services opérationnels et ressources concernés par la mise en œuvre du partenariat, en fonction de l'ordre du jour validé par les directions générales sur propositions des référents.

Le tableau de bord de suivi des principales actions du projet de partenariat sera établi et mis à jour régulièrement par les référents. Il servira de base aux décisions et orientations prises par les comités techniques et de pilotage.

Participation Citoyenne :

Afin de favoriser l'implication citoyenne dans la formalisation, le suivi et l'évolution du présent contrat, les trois partenaires souhaitent associer leurs conseils de développement en exercice ou en cours de constitution à cette démarche :

- Le projet de contrat a été présenté à ce titre aux bureaux des conseils de développement de Sète agglomère Méditerranée et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les co-présidents des 3 conseils de développement seront conviés au comité de pilotage annuel ;
- Les animateurs des 3 conseils de développement seront conviés au comité technique annuel ;
- Une présentation du bilan de réalisation de ce contrat et de ses évolutions sera présentée devant les instances des conseils de développement sur demande des co-présidents.

Un groupe informel d'échange entre les trois conseils de développement sera constitué afin de permettre la mise en commun de pratiques vertueuses en matière de concertation citoyenne ainsi qu'une participation croisée à leurs travaux respectifs.

Durée et modifications :

Le présent contrat de partenariat entre en vigueur à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Il pourra faire l'objet d'avenants adoptés par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des structures intercommunales partenaires, sur proposition du Comité de Pilotage, afin notamment d'ajouter de nouvelles thématiques d'actions, de compléter ou amender le programme d'actions tel que précisé dans le présent document

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du contrat de partenariat entre Sète Agglopôle Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-247177-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de réciprocité 3M SAM CAHM VD 22-09-23.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.